

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Châteauguay | 67050 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Cynthia Dionne, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Châteauguay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 16 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	41
Analyse des charges consolidées	53

RAPPORT

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Châteauguay

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Châteauguay (« la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers consolidés »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Châteauguay au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Châteauguay inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - Informations comparatives retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 24 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 ont été retraitées. Nous avons exprimé une opinion modifiée sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 en date du 10 juin 2024, en lien avec les éléments qui ont conduit au retraitement cette année. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Ville pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l.

1 CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A128132

Brossard, le 12 juin 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	95 624 642	96 272 471	90 250 584
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 809 425	3 856 826	3 491 614
Quotes-parts	3		15 541	15 890
Transferts	4	3 921 131	16 373 156	10 509 947
Services rendus	5	10 514 832	11 400 807	10 810 231
Imposition de droits	6	4 379 425	7 050 771	5 577 073
Amendes et pénalités	7	2 390 440	2 641 987	2 672 015
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	3 464 000	5 928 441	5 961 162
Autres revenus	10	10 000	4 403 997	20 091 076
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	124 113 895	147 943 997	149 379 592
Charges				
Administration générale	14	18 022 348	17 378 877	17 806 823
Sécurité publique	15	33 359 000	32 301 511	35 136 749
Transport	16	21 802 600	28 528 105	24 506 491
Hygiène du milieu	17	15 015 400	19 144 026	18 314 819
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 989 900	3 403 001	2 299 336
Loisirs et culture	20	14 954 024	16 714 669	17 964 305
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 539 021	6 113 337	5 257 282
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	110 682 293	123 583 526	121 285 805
Excédent (déficit) lié aux activités				
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		242 707 207	214 493 562
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(2 774 677)	(2 654 819)
Solde redressé	28		239 932 530	211 838 743
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		264 293 001	239 932 530

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	71 169 357	65 733 442
Débiteurs (note 5)	2	44 899 388	37 897 885
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	178 998	144 932
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	116 247 743	103 776 259
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	5 047 717	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	36 629 601	31 714 200
Revenus reportés (note 11)	12	9 139 693	8 478 428
Dette à long terme (note 12)	13	150 831 444	150 330 948
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	9 352 000	9 805 000
Autres passifs (note 14)	15	3 561 334	3 453 061
	16	214 561 789	203 781 637
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(98 314 046)	(100 005 378)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	356 212 574	333 059 453
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 889 823	5 022 680
Stocks de fournitures	20	1 143 799	1 132 240
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 360 851	723 535
	23	362 607 047	339 937 908
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	264 293 001	239 932 530
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	264 293 001	239 932 530
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	264 293 001	239 932 530

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	13 431 602	24 360 471	28 093 787
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	40 020 140)	36 416 250)
Produit de cession	3		43 313	107 802
Amortissement	4		16 685 920	15 702 306
(Gain) perte sur cession	5		137 786	91 705
Réduction de valeur / Reclassement	6			(517 041)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(23 153 121)	(21 031 478)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		1 132 857	(302 987)
Variation des stocks de fournitures	10		(11 559)	(241 099)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(637 316)	404 760
	13		483 982	(139 326)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	13 431 602	1 691 332	6 922 983
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(96 962 306)	(104 005 147)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(3 043 072)	(2 923 214)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(100 005 378)	(106 928 361)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(98 314 046)	(100 005 378)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	24 360 471	28 093 787
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	16 685 920	15 702 306
Autres			
▪ Perte sur cession d'immobilisations	3.1	137 786	91 705
▪ Réduction valeur immobilisations	3.2		20 859
▪ Réduction valeur placement	3.3	35 625	134 693
	4	41 219 802	44 043 350
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(7 001 503)	(3 511 083)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	5 023 674	4 878 963
Revenus reportés	8	661 265	6 255 944
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(453 000)	(113 000)
Propriétés destinées à la revente	10	1 132 857	(840 887)
Stocks de fournitures	11	(11 559)	(241 099)
Autres actifs non financiers	12	(637 316)	404 760
	13	39 934 220	50 876 948
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	40 020 140)(	36 416 250)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	43 313	107 802
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(39 976 827)	(36 308 448)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	85 486)(	85 486)
Remboursement ou cession	20	15 795	90 862
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22		
	23	(69 691)	5 376
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	16 664 000	11 145 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	15 947 722)(	17 652 390)
Variation nette des emprunts temporaires	26	5 047 717	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(215 782)	2 792
Autres			
▪	28.1		
	29	5 548 213	(6 504 598)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	5 435 915	8 069 278
Solde déjà établi	31	65 733 442	57 544 306
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		119 858
Solde redressé	33	65 733 442	57 664 164
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	71 169 357	65 733 442

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Châteauguay (« la Ville ») est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les "états financiers") de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les "normes comptables").

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville de Châteauguay présente des états financiers consolidés avec la Régie Intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay (la « Régie »).

La Régie a été consolidée sur la base de la consolidation proportionnelle selon le pourcentage détenu par la Ville, soit 79 %. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont :

- Les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement;
- Les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et du passif au titre des avantages sociaux futurs;
- Les provisions à l'égard des éventualités;
- Les provisions pour mauvaises créances à l'égard des débiteurs;
- Les passifs aux titres de sites contaminés;
- Les revenus de taxation révisés non facturés;
- Les droits de mutation non facturés;
- Les provisions pour contestation d'évaluation;
- La valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente;
- Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Placements

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

Lorsqu'un placement évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise.

Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient notamment compte des facteurs suivants :

- La durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût;
- Les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles;
- La situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices.

D) Passifs

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Le fonds des parcs et terrains de jeux fait partie des revenus reportés. Les fonds affectés à ce passif doivent être utilisés à des fins spécifiques d'achats ou d'aménagement de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels.

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisation

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations concernés et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée. Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fourniture sont évalués au coût établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

- Infrastructures	15 à 40 ans
- Bâtiments	40 ans
- Véhicules	10 à 20 ans
- Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
- Machinerie, outillage et équipement divers	5 à 20 ans
- Autres	10 ans

Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Actifs incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

F) Revenus

Constatation des revenus

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire;
- Le gain ou la perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date du transfert;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les quotes-parts sont constatées dans l'exercice auquel elles se rapportent;
- Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales:

- Mesure transitoire relative au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Provision pour dépenses de décontamination de sites contaminés.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du Conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Le Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de cinq ans.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2024, la Ville a adopté les normes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Adoption initiale - Chapitre SP 3400, Revenus

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie). L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucune incidence significative sur les résultats, ni sur la situation financière de la Ville.

Adoption initiale - Chapitre SP 3160, Partenariats public-privé

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Ville en obtient le contrôle. L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Ville ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8, Éléments incorporels achetés

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Ville puisqu'il ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	70 270 953	65 333 808
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	898 404	399 634
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	71 169 357	65 733 442
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	71 169 357	65 733 442
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	639 389	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	6 669 970	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	7 153 964	6 034 549
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	2 276	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	18 169 904	11 372 410
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	9 155 245	9 964 800
Organismes municipaux	13	2 659 987	4 137 426
Autres			
▪ Intérêts à recevoir	14.1	290 744	370 603
▪ Amendes et divers à recevoir	14.2	7 467 268	6 018 097
	15	44 899 388	37 897 885
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	8 606 411	7 462 571
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19	379 679	456 483
	20	8 986 090	7 919 054
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	1 214 272	1 067 823
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	10 699 627	9 243 389
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25	569 359	413 638
Autres ministères/organismes	26	6 900 918	1 715 383
	27	18 169 904	11 372 410

Note**6. Prêts**

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	178 998	144 932
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	178 998	144 932
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Régie dispose d'une marge de crédit, au taux CORRA composé quotidiennement majoré de 0,62%, au montant de 32 058 809 \$ pour ses activités d'investissement. Au 31 décembre 2024, le solde est de 6 389 515 \$ (NIL en 2023). La portion attribuable à la Ville représente 79% de ces montants.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	10 625 993	8 832 113
Salaires et avantages sociaux	44	10 395 720	9 668 336
Dépôts et retenues de garantie	45	8 522 024	6 895 965
Provision pour contestations d'évaluation	46		30 639
Autres			
▪ Autres	47.1	6 301 545	5 504 762
▪ Intérêts dette long terme	47.2	728 521	737 238
▪ Intérêts courus (Régie)	47.3	55 798	45 147
	48	36 629 601	31 714 200

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	14 032	77 667
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance - SHQ Accès Logis	54.1	7 324 144	6 772 828
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	1 177 913	1 196 602
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58	98 120	43 054
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	62.1	383 068	300 997
▪ Cour municipale	62.2	142 416	87 280
	63	9 139 693	8 478 428

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,00	2025	2034	64	144 531 980	143 238 970
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	4,10	5,01	2025	2039	69	8 032 381	8 609 113
					70	152 564 361	151 848 083
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(1 732 917)	(1 517 135)
					72	150 831 444	150 330 948

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73	13 563 800		533 054	14 096 854
2026	74	12 545 760		556 592	13 102 352
2027	75	11 834 510		581 181	12 415 691
2028	76	11 061 840		479 124	11 540 964
2029	77	10 907 170		433 920	11 341 090
2030 et plus	78	84 618 900		5 448 510	90 067 410
	79	144 531 980		8 032 381	152 564 361
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	144 531 980		8 032 381	152 564 361

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(1 113 000)	(1 434 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(8 239 000)	(8 371 000)
	84	(9 352 000)	(9 805 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	3 236 000	3 789 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	84 000	
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	17 711	30 399
Régimes de retraite des élus municipaux	89	92 066	93 884
	90	3 429 777	3 913 283

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	409 989	409 989
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	3 151 345	3 043 072
Autres			
▪	93.1		
	94	3 561 334	3 453 061
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	3 043 072	2 938 519
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	108 273	104 553
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	3 151 345	3 043 072

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville concernent principalement les activités de désamiantage de ses bâtiments.

Les principales hypothèses utilisées pour ces obligations sont les suivantes :

Taux d'actualisation, incluant l'inflation : 3,56 % (3,56 % en 2023)

Période d'actualisation : de 1 à 25 ans (2 à 26 ans en 2023)

Taux d'inflation : 2 % (2 % en 2023)

Les charges totales estimatives non actualisées rattachées aux activités de mise hors service sont de 4 163 916 \$ (4 101 061 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	61 193 187	2 245 027	(830 245)	64 268 459
Eaux usées	102	118 485 572	7 397 207	(2 049 562)	127 932 341
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	188 800 933	12 044 039	(2 134 286)	202 979 258
Autres					
▪	104.1	22 763 459	166 832	(11 155)	22 941 446
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	86 642 716	1 639 889	(498 767)	88 781 372
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	15 716 487	1 378 383	456 365	16 638 505
Ameublement et équipement de bureau	109	6 830 575	1 258 515	(658 514)	8 747 604
Machinerie, outillage et équipement divers	110	22 357 948	1 160 627	(104 796)	23 623 371
Terrains	111	50 534 349			50 534 349
Autres	112	834 680			834 680
	113	574 159 906	27 290 519	(5 830 960)	607 281 385
Immobilisations en cours	114	8 039 572	12 729 621	6 605 577	14 163 616
	115	582 199 478	40 020 140	774 617	621 445 001
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	29 816 960	1 209 227		31 026 187
Eaux usées	117	60 356 484	2 548 178		62 904 662
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	95 432 466	6 509 125		101 941 591
Autres					
▪	119.1	8 128 986	891 961		9 020 947
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	27 597 014	2 091 799		29 688 813
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	7 888 469	956 087	593 518	8 251 038
Ameublement et équipement de bureau	124	4 664 834	864 929		5 529 763
Machinerie, outillage et équipement divers	125	14 688 527	1 599 309		16 287 836
Autres	126	566 285	15 305		581 590
	127	249 140 025	16 685 920	593 518	265 232 427
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	333 059 453			356 212 574
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	1 881 145	1 943 012
Autres	134	2 008 678	3 079 668
	135	3 889 823	5 022 680
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	3 889 823	5 022 680

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	1 360 851	723 535
Autres			
▪	144.1		
	145	1 360 851	723 535

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville de Châteauguay a signé différents baux, contrats relatifs à des services et à des travaux à être exécutés. Le solde des engagements au 31 décembre 2024 s'élèvent à 160 809 305 \$ jusqu'en 2039. Les paiements minimum exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à :

- 80 631 626 \$ pour 2025
- 16 494 934 \$ pour 2026
- 13 953 799 \$ pour 2027
- 11 728 469 \$ pour 2028
- 10 769 078 \$ pour 2029
- 27 231 399 \$ pour 2030 et plus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La Ville détient plusieurs droits contractuels qui découlent de contrats, d'ententes ou d'accords, notamment pour la location de terrains, la location d'espaces publicitaires et la location pour les antennes de télécommunication. Le montant total des droits contractuels est de 633 057 \$ jusqu'en 2030 et les versements pour les cinq prochaines années sont de :

- 170 191 \$ pour 2025
- 105 935 \$ pour 2026
- 88 399 \$ pour 2027
- 88 944 \$ pour 2028
- 89 505 \$ pour 2029
- 90 083 \$ pour 2030

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Centre des 55 ans et plus de Châteauguay	148.1	400 000	24 005
▪ SOLIDES (Soc. locative d'invest & dével)	148.2	562 500	350 143
▪ Centre de croissance Compagnom	148.3	49 000	
▪ Héritage St-Bernard	148.4	49 000	
	149	1 060 500	374 148
	150	1 060 500	374 148

La Ville assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'emprunts consentis à des organismes non compris dans son périmètre comptable.

B) Auto-assurance

S. O.

C) Poursuites

Au 31 décembre 2024, les réclamations pendantes contre la Ville s'élèvent à 10 449 132 \$. Pour faire face à ces réclamations, la Ville a comptabilisé une provision de 5 797 391 \$.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit : la provision pour réclamations, le montant porté dans son budget annuel d'opérations, un règlement d'emprunt à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

S. O.

22. Actifs éventuels

S. O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1^{er} janvier 2023, la Ville a appliqué la norme SP 3280 Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles selon la méthode rétroactive modifiée. Toutefois, pour l'exercice 2023, la Ville n'avait pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice 2024, la Ville a évalué et comptabilisé le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 1er janvier 2023. Ceci a entraîné un retraitement de l'exercice antérieur et a généré une augmentation de 268 395 \$ de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles et une augmentation de 3 043 072 \$ des autres passifs au 31 décembre 2023, une augmentation de 15 305 \$ de la charge d'amortissement et une augmentation de 104 553 \$ de la charge autre pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et une diminution de 2 654 819 \$ de l'excédent (déficit) accumulé lié aux activités au début de l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et le budget de la Régie, après élimination des soldes réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé, adopté par l'administration municipale, est également présenté dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations, des amendes et pénalités et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme) et aux placements de portefeuille. L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Placements de portefeuille

La Ville atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Ville considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. Elle établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Les flux de trésorerie en lien avec la dette à long terme et leurs versements prévus pour les prochains exercices sont présentés à la note 12 du rapport financier.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée seulement au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque. Les taux d'intérêt sur l'ensemble de la dette sont fixes et présentés à la note 12 du rapport financier.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	90 208 589	95 624 643	96 174 360			96 174 360
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 491 614	3 809 425	3 856 826			3 856 826
Quotes-parts	3					1 512 063	15 541
Transferts	4	3 459 391	3 921 131	6 177 856		1 744	6 179 600
Services rendus	5	9 872 297	9 615 536	10 204 722		1 257 941	11 400 807
Imposition de droits	6	5 577 073	4 379 425	7 050 771			7 050 771
Amendes et pénalités	7	2 672 015	2 390 440	2 641 987			2 641 987
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	5 950 050	3 464 000	5 906 831		21 610	5 928 441
Autres revenus	10	19 370 670	10 000	4 225 115		62 380	4 287 495
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	140 601 699	123 214 600	136 238 468		2 855 738	137 535 828
Investissement							
Taxes	13	41 995		98 111			98 111
Quotes-parts	14						
Transferts	15	7 038 862		5 465 218		4 728 338	10 193 556
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	713 454		116 502			116 502
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	7 794 311		5 679 831		4 728 338	10 408 169
	22	148 396 010	123 214 600	141 918 299		7 584 076	147 943 997
Charges							
Administration générale	23	16 793 556	17 559 200	16 040 871	877 957	460 049	17 378 877
Sécurité publique	24	34 398 919	33 359 000	31 567 913	733 598		32 301 511
Transport	25	17 281 889	21 802 600	20 901 869	7 626 236		28 528 105
Hygiène du milieu	26	13 456 013	15 015 400	14 156 820	4 987 206		19 144 026
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	2 234 867	1 989 900	3 343 523	59 478		3 403 001
Loisirs et culture	29	16 422 352	15 548 700	15 022 151	1 890 319	1 360 577	16 714 669
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	4 832 510	5 188 300	5 684 705		428 632	6 113 337
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	15 193 044		16 174 793	(16 174 794)		
	34	120 613 150	110 463 100	122 892 645		2 249 258	123 583 526
Excédent (déficit) lié aux activités	35	27 782 860	12 751 500	19 025 654		5 334 818	24 360 471

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	27 782 860	12 751 500	19 025 654	5 334 818	24 360 472
Moins : revenus d'investissement	2	(7 794 311)	()	(5 679 831)	(4 728 338)	(10 408 169)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	19 988 549	12 751 500	13 345 823	606 480	13 952 303
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	15 193 044		16 174 793	511 127	16 685 920
Produit de cession	5	107 802		43 313		43 313
(Gain) perte sur cession	6	91 705		137 786		137 786
Réduction de valeur / Reclassement	7	(517 041)				
	8	14 875 510		16 355 892	511 127	16 867 019
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9	682 199		1 584 953		1 584 953
Réduction de valeur / Reclassement	10	537 900				
	11	1 220 099		1 584 953		1 584 953
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	90 862		15 795		15 795
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	134 693		35 625		35 625
	15	225 555		51 420		51 420
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	(10 958)				
Remboursement de la dette à long terme	17	(16 520 130)	(12 466 500)	(12 363 929)	(695 990)	(13 059 919)
	18	(16 531 088)	(12 466 500)	(12 363 929)	(695 990)	(13 059 919)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(15 995 297)	()	(8 568 082)	()	(8 568 082)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	54 183		329 873		329 873
Excédent de fonctionnement affecté	21	268 240	900 000	773 038		773 038
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 292 349)	(1 059 000)	(941 676)		(941 676)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	3 735 000	(126 000)	(16 000)		(16 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(13 230 223)	(285 000)	(8 422 847)		(8 422 847)
	26	(13 440 147)	(12 751 500)	(2 794 511)	(184 863)	(2 979 374)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 548 402		10 551 312	421 617	10 972 929

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	7 794 311	5 679 831	4 728 338	10 408 169
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	10 840 887)(	3 464 697)(	)	( 3 464 697)
Sécurité publique	3 (	640 249)(	585 750)(	)	( 585 750)
Transport	4 (	13 287 652)(	22 771 101)(	)	( 22 771 101)
Hygiène du milieu	5 (	7 225 267)(	5 113 510)(	)	( 5 113 510)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	131 337)(	402 284)(	)	( 402 284)
Loisirs et culture	8 (	4 192 685)(	568 877)(	7 113 921)(	7 682 798)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	36 318 077)(	32 906 219)(	7 113 921)(	40 020 140)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	1 523 086)(	452 096)(	)	( 452 096)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	85 486)(	85 486)(	)	( 85 486)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	9 995 332	12 632 356		12 632 356
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	15 995 297	8 568 082		8 568 082
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	2 069 000	2 754 142		2 754 142
Excédent de fonctionnement affecté	17	7 993 096	2 696 840		2 696 840
Réserves financières et fonds réservés	18	13 634 634	535 057		535 057
	19	39 692 027	14 554 121		14 554 121
	20	11 760 710	(6 257 324)	(7 113 921)	(13 371 245)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	19 555 021	(577 493)	(2 385 583)	(2 963 076)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	65 184 942	70 120 998	1 048 359	71 169 357
Débiteurs (note 5)	2	37 821 262	39 591 663	5 307 725	44 899 388
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	144 932	178 998		178 998
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	103 151 136	109 891 659	6 356 084	116 247 743
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			5 047 717	5 047 717
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	31 555 483	33 857 908	2 771 693	36 629 601
Revenus reportés (note 11)	12	8 349 025	8 918 232	221 461	9 139 693
Dettes à long terme (note 12)	13	131 414 077	132 664 440	18 167 004	150 831 444
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	9 805 000	9 352 000		9 352 000
Autres passifs (note 14)	15	3 453 061	3 561 334		3 561 334
	16	184 576 646	188 353 914	26 207 875	214 561 789
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(81 425 510)	(78 462 255)	(19 851 791)	(98 314 046)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	312 259 105	329 077 827	27 134 747	356 212 574
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 022 680	3 889 823		3 889 823
Stocks de fournitures	20	1 132 240	1 143 799		1 143 799
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	674 689	1 308 058	52 793	1 360 851
	23	319 088 714	335 419 507	27 187 540	362 607 047
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	26 427 142	29 847 397	421 617	30 269 014
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 701 899	5 457 828	171 678	5 629 506
Réserves financières et fonds réservés	26	6 028 477	6 994 965	338 927	7 333 892
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(2 861 800)	(2 792 300)	()	(2 792 300)
Financement des investissements en cours	28	10 651 030	9 334 901	(2 322 090)	7 012 811
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	192 716 456	208 114 461	8 725 617	216 840 078
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	237 663 204	256 957 252	7 335 749	264 293 001
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	49 244 600	46 765 058	47 465 505	48 206 624
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	13 724 100	9 892 296	9 983 091	10 823 628
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	32 646 100	33 865 324	34 383 582	31 445 214
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	4 516 700	4 445 450	4 873 270	4 585 995
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12	350 000	346 900	346 900	372 562
Autres frais de financement	13	320 600	892 355	893 167	298 725
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	7 318 000	7 363 951	5 867 430	5 539 647
Transferts	15				
Autres	16	50 000	108 748	46 891	29 795
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	1 971 000	1 957 228	1 957 228	2 109 939
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		16 174 793	16 685 920	15 717 611
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Gouv. du Qc et entreprises	21.1	147 000	144 609	144 609	142 129
▪ D'autres tiers	21.2	100 000	887 404	887 404	1 780 998
▪ Créances douteuses	21.3	75 000	(59 744)	(59 744)	128 385
▪ Charge de désactualisation (OMHS)	21.4		108 273	108 273	104 553
	22	110 463 100	122 892 645	123 583 526	121 285 805

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	30 269 014	26 835 820
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 629 506	4 701 899
Réserves financières et fonds réservés	3	7 333 892	6 130 404
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 792 300)	(2 861 800)
Financement des investissements en cours	5	7 012 811	10 603 373
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	216 840 078	194 522 834
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	264 293 001	239 932 530
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	29 847 397	26 427 142
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	421 617	408 678
	11	30 269 014	26 835 820
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Excédent affecté - Soldes de projets en cours	12.1	1 766 142	537 899
▪ Excédent affecté - Pmt comptant d'immobilisation	12.2	292 300	1 084 000
▪ Excédent affecté - Projets divers	12.3	2 250 846	3 080 000
▪ Excédent affecté - Fonds de prévoyance	12.4	583 500	
▪ Excédent affecté - Gestion des sinistres	12.5	525 100	
▪ Excédent affecté - Opérations de déneigement	12.6	39 940	
▪ Budget 2025 CAE	12.7	171 678	
	13	5 629 506	4 701 899
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	5 629 506	4 701 899

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve - eau potable	17.1 400 000	578 769
▪ Réserve digesteurs et eaux usé	17.2 462 892	356 644
▪ Réserve élections municipales	17.3 386 897	252 897
▪ Réserve entretien chaussée	17.4 320 593	500 000
▪ Réserve Infrastructures	17.5 987 340	1 537 841
	18 2 557 722	3 226 151
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 2 559 355	1 426 076
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25 2 114 888	1 376 250
Organismes contrôlés et partenariats	26 101 927	101 927
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
▪	30.1	
	31 4 776 170	2 904 253
	32 7 333 892	6 130 404

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	2 621 000)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 (	2 621 000)(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres	43.1 ()(
▪	44 (	2 621 000)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres	49.1 ()(
▪	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres	55.1 (	171 300)(
▪ Décalage dette long terme	56 (	171 300)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres	61.1	
▪	62	
	63 (	2 792 300)(
		2 861 800)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 31 440 321	23 936 414
Investissements à financer	65 (24 427 510)(	13 333 041)
	66 7 012 811	10 603 373
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 356 212 574	333 059 453
Propriétés destinées à la revente	68 3 889 823	5 022 680
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 178 998	144 932
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 360 281 395	338 227 065
Ajustements aux éléments d'actif	73 (111 150)	(2)
	74 360 170 245	338 227 063
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (150 831 444)(	150 330 948)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (1 732 917)(	1 517 135)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 8 986 090	7 919 054
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78 171 300	224 800
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 76 804	
	80 (143 330 167)(	143 704 229)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (143 330 167)(	143 704 229)
	83 216 840 078	194 522 834

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Châteauguay parraine des régimes de retraite à prestations déterminées. Les régimes de retraite à prestations déterminées offerts à l'ensemble des salariés (cols blancs, cols bleus, cadres, policiers et pompiers) sont contributifs.

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Châteauguay et le Régime de retraite des policiers de la Ville de Châteauguay sont à prestations déterminées de type salaire final moyen en vertu duquel une portion importante de la rente de retraite est calculée en fonction des salaires du participant à la retraite. Les rentes à la retraite ne sont pas indexées à l'exception de la rente créditée à compter du 1er juillet 2001 pour le groupe des policiers et de celle créditée à compter du 1er janvier 2011 pour le groupe des cols bleus. Cependant, tel que prescrit par la Loi RRSM, cette indexation automatique a été abolie pour les participants actifs. De plus, le 12 décembre 2016, la Ville a pris la décision de suspendre l'indexation automatique des participants retraités à compter du 1er janvier 2017.

Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement a donc été suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec confirmait à toutes fins utiles les jugements de la Cour supérieure du Québec tant en ce qui concerne les dispositions touchant les retraités que celles touchant les participants actifs. Bien que des demandes d'autorisations d'en appeler de ces décisions aient été logées auprès de la Cour suprême du Canada, cette dernière a indiqué, en date du 11 avril 2024, son refus d'entendre celle-ci.

Dans un jugement rendu le 28 mars 2025, la Cour supérieure du Québec a déclaré que les retraités ont droit de recevoir l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, prévue à l'article 1619 du Code civil du Québec, sur la valeur de l'indexation prévue à leur régime de retraite qui aurait dû être ajoutée à chaque versement de rente effectué depuis le 1er janvier 2017 et qui ne l'a pas été, et ce, à compter de la date de chacun de ces versements, le jugement ne prévoit pas d'instructions sur le financement et comment il sera payé, un autre jugement viendra aborder ceci. Le jugement du 28 mars 2025 pourrait être porté en appel

La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés de la Ville de Châteauguay est au 31 décembre 2021. La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite des policiers de la Ville de Châteauguay aux fins du financement est au 31 décembre 2022.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 434 000)	(1 369 000)
Charge de l'exercice	4 (3 236 000)(	3 789 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 3 557 000	3 724 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 113 000)	(1 434 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 216 438 000	211 768 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (208 333 000)(	211 105 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 8 105 000	663 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (9 218 000)	(2 097 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 113 000)	(1 434 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 113 000)	(1 434 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 () ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 () ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 6 240 000	6 586 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 6 240 000	6 586 000
Cotisations salariales des employés	21 (3 463 000) ()	3 514 000
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 () ()	
	23 2 777 000	3 072 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 524 000	738 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 3 301 000	3 810 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 12 703 000	11 961 000
Rendement espéré des actifs	32 (12 768 000) ()	11 982 000
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 (65 000)	(21 000)
Charge de l'exercice	34 3 236 000	3 789 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 7 663 000	10 259 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (12 768 000) ()	11 982 000
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (5 105 000)	(1 723 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 11 702 000	1 706 000
Prestations versées au cours de l'exercice	39 10 013 000	10 571 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 215 879 000	204 553 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43 3 178 000	2 896 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 21 675 000	28 725 000
DMERCA du nouveau volet	45 15	16
DMERCA de l'ancien volet	46 8	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,18 %	6,07 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,07 %	5,89 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,00 %	3,01 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,10 %	2,10 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime est offert aux cadres, aux cols blancs, aux cols bleus, aux policiers et aux pompiers et il comprend de l'assurance vie, de l'assurance maladie et des soins dentaires variant selon le type d'emploi. Le montant et la durée de la protection d'assurance vie varient selon le type d'emploi exercé par l'employé et la date de retraite. Les prestations d'assurance maladie terminent à 65 ans et incluent l'hospitalisation, les médicaments, les soins paramédicaux, les autres fournitures médicales ou professionnelles, l'assurance voyage et le remboursement de la prime du régime public d'assurance médicament.

Quant aux prestations de soins dentaires, elles se terminent également à 65 ans et incluent les soins préventifs, les soins de base, les soins majeurs et les soins d'orthodontie pour les enfants de 18 ans et moins. Certains groupes d'employés ont accès à des protections supplémentaires, soit les soins de la vue. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2023.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (8 371 000)	(8 549 000)
Charge de l'exercice	56 (84 000)()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 216 000	178 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (8 239 000)	(8 371 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (6 005 000)(	6 241 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (6 005 000)	(6 241 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (2 234 000)	(2 130 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (8 239 000)	(8 371 000)
Provision pour moins-value	64 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (8 239 000)	(8 371 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (6 005 000)(	6 241 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (6 005 000)(	6 241 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 252 000	223 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 252 000	223 000
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 252 000	223 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (375 000)	(384 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 (123 000)	(161 000)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 207 000	161 000
Rendement espéré des actifs	84 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 207 000	161 000
Charge de l'exercice	86 84 000	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 479 000	(108 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	91 216 000	178 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 12	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 3,90 %	3,30 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,15 %	5,30 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 3,90 %	3,90 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2039	2039
Autres hypothèses économiques	103.1	
▪		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville parraine un régime à cotisations déterminées pour le groupe d'employés Techniciens de scènes. Le pourcentage de cotisation est égal entre les parties employeurs et employés, soit de 5 %.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	17 711
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	
	116	30 399

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	8

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités.

Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	16 674	17 297
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	57 684	58 291
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	34 382	35 593
	121	92 066	93 884

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	69 145 933	69 145 933	64 278 442
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	356 345	356 345	776 774
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9	98 111	98 111	41 995
Autres	10	210 832	210 832	
	11	69 811 221	69 811 221	65 097 211
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	8 052 974	8 052 974	7 983 069
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	8 836 621	8 836 621	7 968 810
Matières résiduelles	15	6 444 483	6 444 483	6 094 985
Autres				
▪ Tarifs piscine	16.1	282 967	282 967	275 330
▪ Bacs de recyclage	16.2	22 891	22 891	1 532 111
▪ Tarification Régie Beauchâteau	16.3	1 490 494	1 490 494	
Centres d'urgence 9-1-1	17	398 417	398 417	342 794
Service de la dette	18	932 403	932 403	956 274
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	26 461 250	26 461 250	25 153 373
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	26 461 250	26 461 250	25 153 373
	27	96 272 471	96 272 471	90 250 584

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	22 461	22 461	21 270
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	1 468 980	1 468 980	1 391 073
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	2 265 669	2 265 669	1 984 161
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	3 757 110	3 757 110	3 396 504
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	99 716	99 716	95 110
Taxes d'affaires	38			
	39	99 716	99 716	95 110
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	3 856 826	3 856 826	3 491 614

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	32 986	32 986	38 150
Sécurité publique				
Police	48	633 783	633 783	568 026
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	12 391	12 391	1 953
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65	269 918	269 918	
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82	5 000	5 000	88 250
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	88 250	89 994	69 756
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	352 360	352 360	178 297
Autres	85	197 472	197 472	160 432
Réseau d'électricité	86			
	87	1 592 160	1 593 904	1 104 864

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale		88		
Sécurité publique				
Police		89		
Sécurité incendie				
Premiers répondants		90		
Autres		91		
Sécurité civile		92		
Autres		93		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale		94		
Enlèvement de la neige		95		
Autres		96		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier		97		
Transport adapté		98		
Transport scolaire		99		
Autres		100		
Transport aérien		101		
Transport par eau		102		
Autres		103		
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		104	5 465 218	7 038 862
Réseau de distribution de l'eau potable		105		
Traitement des eaux usées		106		
Réseaux d'égout		107		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés		108		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport		109		
Tri et conditionnement		110		
Autres		111		
Autres		112		
Cours d'eau		113		
Protection de l'environnement		114		
Autres		115		

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124		4 728 338	
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	5 465 218	10 193 556	7 038 862

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	129		
	Péréquation	130		
	Neutralité	131		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	1 880 800	1 880 800
	Fonds de développement des territoires	134		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135		
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	2 637 839	2 637 839
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137		
	Autres	138	67 057	67 057
		139	4 585 696	4 585 696
	TOTAL DES TRANSFERTS	140	11 643 074	16 373 156
				287 828
				2 366 221
				10 509 947

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			72 521
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			72 521
Sécurité publique				
Police	145	5 794 055	5 794 055	5 388 541
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	541 773	541 773	249 486
Sécurité civile	148			
Autres	149	665 198	665 198	680 405
	150	7 001 026	7 001 026	6 318 432
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	657 340	657 340	930 668
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	657 340	657 340	930 668

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	6 058	8 622	
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	6 058	8 622	
Réseau d'électricité	183			
	184	7 658 366	7 664 424	7 330 243

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Grefe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	764 083	764 083	640 684	
	188	764 083	764 083	640 684	
Sécurité publique					
Police	189	76 647	76 647	79 248	
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191	10 685	10 685	3 800	
Sécurité civile					
Autres	193				
	194	87 332	87 332	83 048	
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195				
Enlèvement de la neige	196				
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202	40 241	40 241	10 350	
	203	40 241	40 241	10 350	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable					
Réseau de distribution de l'eau potable	204				
Traitement des eaux usées	205				
Réseaux d'égout	206				
Réseaux d'égout					
Matières résiduelles	207				
Déchets domestiques et assimilés					
Matières recyclables	208				
Autres	209				
Autres					
Cours d'eau	210				
Protection de l'environnement	211				
Autres	212				
	213				
	214				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	215				
Autres	216				
Sécurité du revenu	217				
Autres	218				
	219				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	220				
Rénovation urbaine	221				
Promotion et développement économique	222				
Autres	223				
	224				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	225			1 190 027	929 312
Activités culturelles					
Bibliothèques	226				
Autres	227	1 654 700		1 654 700	1 816 594
	228	1 654 700		2 844 727	2 745 906
Réseau d'électricité					
	229				
	230	2 546 356		3 736 383	3 479 988
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	10 204 722		11 400 807	10 810 231

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	1 038 556	1 038 556	349 622
Droits de mutation immobilière	233	6 012 215	6 012 215	5 227 451
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	7 050 771	7 050 771	5 577 073
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	2 641 987	2 641 987	2 672 015
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	5 906 831	5 928 441	5 961 162
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240	(137 786)	(137 786)	(91 705)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	4 354 531	4 354 531	19 203 482
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	124 872	187 252	979 299
	250	4 341 617	4 403 997	20 091 076
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	896 209	4 405	900 614	900 614	948 467
Greffe et application de la loi	2	3 814 139	8 735	3 822 874	3 822 874	4 495 352
Gestion financière et administrative	3	9 137 809	846 143	9 983 952	10 444 001	8 946 198
Évaluation	4		664	664	664	664
Gestion du personnel	5	1 446 182	2 705	1 448 887	1 448 887	1 549 601
Autres						
▪ Administration	6.1	638 259		638 259	638 259	1 746 683
▪ Charge de désactualisation	6.2	108 273	15 305	123 578	123 578	119 858
	7	16 040 871	877 957	16 918 828	17 378 877	17 806 823
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	22 431 760	317 438	22 749 198	22 749 198	23 588 454
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	8 733 699	416 160	9 149 859	9 149 859	11 078 802
Sécurité civile	11	125 312		125 312	125 312	119 774
Autres	12	277 142		277 142	277 142	349 719
	13	31 567 913	733 598	32 301 511	32 301 511	35 136 749
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	6 223 049	6 289 237	12 512 286	12 512 286	11 462 840
Enlèvement de la neige	15	1 646 478	99 712	1 746 190	1 746 190	2 358 897
Éclairage des rues	16	620 964	547 000	1 167 964	1 167 964	964 761
Circulation et stationnement	17	1 277 315	235 188	1 512 503	1 512 503	1 126 708
Transport collectif						
Transport en commun	18	4 144 510		4 144 510	4 144 510	3 939 456
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	6 989 553	455 099	7 444 652	7 444 652	4 653 829
	22	20 901 869	7 626 236	28 528 105	28 528 105	24 506 491

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 674 462	820 935	3 495 397	3 495 397	3 190 374
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 024 661	1 439 039	2 463 700	2 463 700	2 563 366
Traitement des eaux usées	25	1 629 929	874 386	2 504 315	2 504 315	2 591 231
Réseaux d'égout	26	1 960 046	1 849 138	3 809 184	3 809 184	3 583 291
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	4 850 056		4 850 056	4 850 056	4 089 037
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 352 961		1 352 961	1 352 961	1 729 744
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	664 705		664 705	664 705	564 068
Traitement	32					
Matériaux secs						
Autres	34					
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau						
Autres	37					
Protection de l'environnement						
Autres	39		3 708	3 708	3 708	3 708
	40	14 156 820	4 987 206	19 144 026	19 144 026	18 314 819
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41					
Autres	42					
Sécurité du revenu						
Autres	44					
	45					

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 236 038	59 478	1 295 516	1 172 917	
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	2 107 485		2 107 485	1 126 419	
Tourisme	50					
Autres	51					
Autres	52					
	53	3 343 523	59 478	3 403 001	2 299 336	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54					
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 451 010	260 766	1 711 776	1 714 541	
Piscines, plages et ports de plaisance	56	415 596	45 597	461 193	1 042 678	
Parcs et terrains de jeux	57	3 995 406	905 216	4 900 622	6 614 221	
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	327 412		327 412	260 311	
Autres	60	2 417 694	92 996	2 510 690	1 273 329	
	61	8 607 118	1 304 575	9 911 693	10 905 080	
Activités culturelles						
Centres communautaires	62		227 125	227 125	227 125	
Bibliothèques	63	1 856 015	192 763	2 048 778	2 041 279	
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64					
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	4 559 018	165 856	4 724 874	4 790 821	
	67	6 415 033	585 744	7 000 777	7 059 225	
	68	15 022 151	1 890 319	16 912 470	17 964 305	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	4 792 350		4 792 350	5 153 721	4 896 119
Autres frais	71				66 449	62 438
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72	142 000		142 000	142 000	140 000
Autres	73	750 355		750 355	751 167	158 725
	74	5 684 705		5 684 705	6 113 337	5 257 282
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	16 174 793 (	16 174 794)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2024	Réalisations
		2024	2024	2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 748 107	2 748 107	2 441 827
Usines de traitement de l'eau potable	2	690 093	690 093	173 664
Usines et bassins d'épuration	3			490 330
Conduites d'égout	4	8 273 543	8 273 543	4 198 711
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	13 043 805	13 043 805	11 234 289
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	14 357	14 357	(10 171)
Aires de stationnement	9	531 593	531 593	
Parcs et terrains de jeux	10	277 171	277 171	1 117 828
Autres infrastructures	11	1 183 591	1 183 591	3 063 539
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 403 586	1 403 586	558 739
Édifices communautaires et récréatifs	14	251 552	7 365 473	172 077
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 761 763	1 761 763	1 692 661
Ameublement et équipement de bureau	18	1 467 946	1 467 946	1 269 042
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 259 112	1 259 112	1 082 353
Terrains	20			8 931 361
Autres	21			
	22	32 906 219	40 020 140	36 416 250

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	1 689 207	1 689 207	2 255 235
Usines de traitement de l'eau potable	2	690 093	690 093	173 664
Usines et bassins d'épuration	3			490 330
Conduites d'égout	4	7 399 725	7 399 725	4 025 569
Autres infrastructures	5	13 691 722	13 691 722	15 321 806
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	1 058 900	1 058 900	186 592
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	873 818	873 818	173 142
Autres infrastructures	10	1 358 795	1 358 795	83 679
Autres immobilisations corporelles	11	6 143 959	13 257 880	13 706 233
	12	32 906 219	40 020 140	36 416 250

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	14 121 900	714 651	1 093 976	13 742 575
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	129 807 129	14 341 705	14 313 138	129 835 696
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	143 929 029	15 056 356	15 407 114	143 578 271
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 462 571	1 607 644	463 804	8 606 411
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12	456 483		76 804	379 679
	13	7 919 054	1 607 644	540 608	8 986 090
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	7 919 054	1 607 644	540 608	8 986 090
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 919 054	1 607 644	540 608	8 986 090
	19	151 848 083	16 664 000	15 947 722	152 564 361
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	151 848 083	16 664 000	15 947 722	152 564 361

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	152 564 361
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	(24 427 510)
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	8 986 090
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	119 150 761
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	119 150 761
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	583 938
Autres organismes	17	5 752 000
Endettement total net à long terme	18	125 486 699
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	125 486 699
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
Administration générale					
	Greffe et application de la loi	1			
	Évaluation	2			
	Autres	3	1 726 326	1 726 326	1 600 191
Sécurité publique					
	Police	4			
	Sécurité incendie	5			
	Sécurité civile	6			
	Autres	7			
Transport					
	Réseau routier	8			
	Transport collectif	9	4 144 510	4 144 510	3 939 456
	Autres	10			
Hygiène du milieu					
	Eau et égout	11			
	Matières résiduelles	12			
	Cours d'eau	13			
	Protection de l'environnement	14			
	Autres	15			
Santé et bien-être					
	Habitation	16			
	Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement					
	Aménagement, urbanisme et zonage	18			
	Rénovation urbaine	19			
	Promotion et développement économique	20			
	Autres	21			
Loisirs et culture					
	Activités récréatives	22	1 493 115	(3 406)	
	Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité					
		24			
		25	7 363 951	5 867 430	5 539 647

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	30 636 237	35 726 470
Frais de financement	4	2 269 982	591 607
Autres	5		
	6	32 906 219	36 318 077

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	74,11	32,50	134 492,00	9 034 119	1 649 035	10 683 154
Professionnels	2						
Cols blancs	3	169,91	32,50	349 124,00	11 415 291	2 644 901	14 060 192
Cols bleus	4	116,39	36,00	224 957,00	7 994 200	1 786 171	9 780 371
Policiers	5	105,91	36,60	222 949,00	13 071 662	2 674 308	15 745 970
Pompiers	6	43,96	42,00	109 383,00	4 707 202	1 040 542	5 747 744
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	510,28		1 040 905,00	46 222 474	9 794 957	56 017 431
Élus	9	9,00			542 584	97 339	639 923
	10	519,28			46 765 058	9 892 296	56 657 354

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2		5 465 218			5 465 218
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4	269 918				269 918
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	4 027 138			1 880 800	5 907 938
	7	4 297 056	5 465 218		1 880 800	11 643 074

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	303 471	149 245
	4	303 471	149 245
Sécurité publique			
Police	5	111 670	100 112
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	146 400	134 573
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	258 070	234 685
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	2 198 427	1 899 434
Enlèvement de la neige	12	49 126	46 267
Autres	13	275 164	224 378
Transport collectif	14		
Autres	15	160 098	127 878
	16	2 682 815	2 297 957
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	288 794	260 651
Réseau de distribution de l'eau potable	18	506 236	472 184
Traitement des eaux usées	19	307 598	230 482
Réseaux d'égout	20	650 504	580 962
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26	1 304	1 179
	27	1 754 436	1 545 458
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	20 924	20 506
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	20 924	20 506
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	458 932	389 938
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	147 711	132 936
Autres	40	58 346	61 785
	41	664 989	584 659
Réseau d'électricité			
	42		
	43	5 684 705	4 832 510

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Allard, Éric	1.1 Maire	127 768	19 855	42 133	
Bryant, Arlene Vassan	1.2 Conseiller	32 993	16 497		
Éric Corbeil	1.3 Conseiller	32 993	16 497		
Daoust, Luc	1.4 Conseiller	32 993	16 497		
Doyle, Barry	1.5 Conseiller	32 993	16 497		
Gendron, Michel J.	1.6 Conseiller	32 993	16 497		
Kerneis Gentric, Marie Louise	1.7 Conseiller	32 993	16 497		
Laberge, Lucie	1.8 Conseiller	32 993	16 497		
Le Borgne, François	1.9 Conseiller	32 993	16 497		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 _____ 6 507 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

 Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

 Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

 Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 89 167 \$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 2 526 065 \$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 210 832 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

G-075_23_taxation et tarification 2024

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ 55 066 \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

RÈGLEMENT Z-4300-22 RELATIF AU PAIEMENT D'UNE CONTRIBUTION DESTINÉE À FINANCER, TOUT OU PARTIE, DE DÉPENSES LIÉES À L'AJOUT, L'AGRANDISSEMENT OU LA MODIFICATION D'INFRASTRUCTURES OU D'ÉQUIPEMENTS

Densité prévue du projet Montant de la cotisation Moins de 30 log/ha 2 503 \$ 30 à 100 log/ha 2 303 \$ Plus de 100 log/ha 2 103 \$

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<p>10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?</p> <p>Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024</p>	63	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		
	64			\$	
<p>11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?</p> <p>Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?</p> <p>Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024</p>	65	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		
	66			67	\$
<p>12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024</p> <p>Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024</p>	68			\$	
<p>13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD</p> <p>Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :</p> <p>a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été <ul style="list-style-type: none"> Systemes de sécurité Chaussées pavées - entretien préventif Chaussées pavées - entretien palliatif Chaussées en gravier - entretien préventif Chaussées en gravier - entretien palliatif Systemes de drainage Abords de routes Total des dépenses relatives à l'entretien d'été <p>b) Dépenses d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été <p>c) Total des frais encourus admissibles</p> <p>d) Description des dépenses d'investissement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Relatives à l'entretien d'hiver : ▪ Relatives à l'entretien d'été : <p>e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :</p>	69			\$	
	70			\$	
	71			\$	
	72			\$	
	73			\$	
	74			\$	
	75			\$	
	76			\$	
	77			\$	
	78			\$	
	79			\$	
	80			\$	
	81			\$	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution 82 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution 85 2019-10-666
- b) Date d'adoption de la résolution 86 2019-10-21

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1
- Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».
- Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé? 2
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 4
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 5
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 7
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-16

Nom du signataire : CYNTHIA DIONNE

Fonction du signataire : TRÉSORIÈRE

Date de transmission au Ministère : 2025-06-17

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-17 08:21

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	140 601 699	123 214 600	136 238 468	2 855 738	137 535 828
Investissement	2	7 794 311		5 679 831	4 728 338	10 408 169
	3	148 396 010	123 214 600	141 918 299	7 584 076	147 943 997
Charges	4	120 613 150	110 463 100	122 892 645	2 249 258	123 583 526
Excédent (déficit) lié aux activités	5	27 782 860	12 751 500	19 025 654	5 334 818	24 360 471
Moins : revenus d'investissement	6	(7 794 311)	()	(5 679 831)	(4 728 338)	(10 408 169)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	19 988 549	12 751 500	13 345 823	606 480	13 952 303
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	15 193 044		16 174 793	511 127	16 685 920
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	(10 958)				
Remboursement de la dette à long terme	10	(16 520 130)	(12 466 500)	(12 363 929)	(695 990)	(13 059 919)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(15 995 297)	()	(8 568 082)	()	(8 568 082)
Excédent (déficit) accumulé	12	2 765 074	(285 000)	145 235		145 235
Autres éléments de conciliation	13	1 128 120		1 817 472		1 817 472
	14	(13 440 147)	(12 751 500)	(2 794 511)	(184 863)	(2 979 374)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 548 402		10 551 312	421 617	10 972 929

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	65 184 942	70 120 998	71 169 357
Débiteurs	2	37 821 262	39 591 663	44 899 388
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	144 932	178 998	178 998
Autres	5			
	6	103 151 136	109 891 659	116 247 743
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			5 047 717
Créditeurs et charges à payer	9	31 555 483	33 857 908	36 629 601
Revenus reportés	10	8 349 025	8 918 232	9 139 693
Dette à long terme	11	131 414 077	132 664 440	150 831 444
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	9 805 000	9 352 000	9 352 000
Autres	13	3 453 061	3 561 334	3 453 061
	14	184 576 646	188 353 914	214 561 789
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(81 425 510)	(78 462 255)	(98 314 046)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	312 259 105	329 077 827	356 212 574
Autres	17	6 829 609	6 341 680	6 394 473
	18	319 088 714	335 419 507	362 607 047
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	26 427 142	29 847 397	30 269 014
Excédent de fonctionnement affecté	20	4 701 899	5 457 828	5 629 506
Réserves financières et fonds réservés	21	6 028 477	6 994 965	7 333 892
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(2 861 800)	(2 792 300)	(2 792 300)
Financement des investissements en cours	23	10 651 030	9 334 901	7 012 811
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	192 716 456	208 114 461	216 840 078
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	237 663 204	256 957 252	264 293 001

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Excédent affecté - Soldes de projets en cours	1.1	1 766 142
▪ Excédent affecté - Pmt comptant d'immobilisation	1.2	292 300
▪ Excédent affecté - Projets divers	1.3	2 250 846
▪ Excédent affecté - Fonds de prévoyance	1.4	583 500
▪ Excédent affecté - Gestion des sinistres	1.5	525 100
▪ Excédent affecté - Opérations de déneigement	1.6	39 940
▪ Budget 2025 CAE	1.7	171 678
	2	5 629 506
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	4 701 899
	4	5 629 506
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Reserve - eau potable	5.1	400 000
▪ Reserve digesteurs et eaux usé	5.2	462 892
▪ Reserve élections municipales	5.3	386 897
▪ Reserve entretien chaussée	5.4	320 593
▪ Reserve Infrastructures	5.5	987 340
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	7	2 559 355
Organismes contrôlés et partenariats	8	1 426 076
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	9	2 114 888
Organismes contrôlés et partenariats	10	101 927
Fonds local d'investissement	11	
Fonds local de solidarité	12	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	
Autres		
▪	14.1	
	15	7 333 892
	16	12 963 398
		6 130 404
		10 832 303

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	119 150 761
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	125 486 699

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	129 835 696	129 807 129
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	13 742 575	14 121 900
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	8 606 411	7 462 571
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	379 679	456 483
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	152 564 361	151 848 083

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	90 208 589	95 624 643	96 174 360	96 174 360
Compensations tenant lieu de taxes	13	3 491 614	3 809 425	3 856 826	3 856 826
Quotes-parts	14				15 541
Transferts	15	3 459 391	3 921 131	6 177 856	6 179 600
Services rendus	16	9 872 297	9 615 536	10 204 722	11 400 807
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	8 249 088	6 769 865	9 692 758	9 692 758
Autres	18	25 320 720	3 474 000	10 131 946	10 215 936
	19	140 601 699	123 214 600	136 238 468	137 535 828
Investissement					
Taxes	20	41 995		98 111	98 111
Quotes-parts	21				
Transferts	22	7 038 862		5 465 218	10 193 556
Autres	23	713 454		116 502	116 502
	24	7 794 311		5 679 831	10 408 169
	25	148 396 010	123 214 600	141 918 299	147 943 997

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	16 040 871	877 957	16 918 828	17 378 877	17 806 823
Sécurité publique						
Police	2	22 431 760	317 438	22 749 198	22 749 198	23 588 454
Sécurité incendie	3	8 733 699	416 160	9 149 859	9 149 859	11 078 802
Autres	4	402 454		402 454	402 454	469 493
Transport						
Réseau routier	5	9 767 806	7 171 137	16 938 943	16 938 943	15 913 206
Transport collectif	6	4 144 510		4 144 510	4 144 510	3 939 456
Autres	7	6 989 553	455 099	7 444 652	7 444 652	4 653 829
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	7 289 098	4 983 498	12 272 596	12 272 596	11 928 262
Matières résiduelles	9	6 867 722		6 867 722	6 867 722	6 382 849
Autres	10		3 708	3 708	3 708	3 708
Santé et bien-être	11					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 236 038	59 478	1 295 516	1 295 516	1 172 917
Promotion et développement économique	13	2 107 485		2 107 485	2 107 485	1 126 419
Autres	14					
Loisirs et culture	15	15 022 151	1 890 319	16 912 470	16 714 669	17 964 305
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	5 684 705		5 684 705	6 113 337	5 257 282
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	106 717 852	16 174 794	122 892 646	123 583 526	121 285 805
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	16 174 793 (	16 174 794)			
	21	122 892 645		122 892 646	123 583 526	121 285 805

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 794 311	5 679 831	4 728 338	10 408 169
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	36 318 077)(	32 906 219)(	7 113 921)(	40 020 140)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	1 608 572)(	537 582)(	)	537 582)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	9 995 332	12 632 356		12 632 356
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	15 995 297	8 568 082		8 568 082
Excédent accumulé	6	23 696 730	5 986 039		5 986 039
	7	11 760 710	(6 257 324)	(7 113 921)	(13 371 245)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	19 555 021	(577 493)	(2 385 583)	(2 963 076)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14